



Le choix olympien.



Marc De Vos
Directeur
Itinera Institute

Connaissez-vous le "Copenhagen Consensus"? La Copenhagen Business School a rassemblé un groupe d'économistes notoires, dont cinq prix Nobel, pour se pencher sur les grands défis pour notre planète, tels que la pollution, les maladies, la faim, le terrorisme et le climat. Ils ont établi un classement de 30 politiques sur la base de leur efficacité et de leur efficacité. Les ressources sont en effet rares et doivent donc être correctement utilisées.

La lanterne rouge de ce classement est la réduction des gaz à effet de serre. Réduire les émissions coûte cher et n'a qu'un effet minime sur l'évolution de la température planétaire. Investir dans une économie post-fossile est beaucoup plus efficace. En haut du classement, le numéro deux liste est la réalisation des négociations de Doha sur le commerce international.

Les experts soulignent que le modeste coût lié à moins de protectionnisme et plus de concurrence crée des avantages énormes. Chaque euro de coût peut générer jusqu'à neuf euros de profit, même en tenant compte de l'impact de la croissance économique sur l'environnement.

La politique n'est manifestement pas l'économie : alors que des politiciens et des fonctionnaires se battent un peu partout dans le monde contre les émissions de CO2 sous la bannière du Protocole de Kyoto, les négociations de Doha viennent d'échouer. Les négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) sont des entretiens de coalition belges puissance dix: s'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien. Et c'est pourquoi après des réunions marathons, les négociateurs se sont heurtés au mur ultime de la libéralisation agricole.

Peut-on être plus cynique ? Nous vivons une crise alimentaire à l'échelle planétaire qui dans les pays pauvres amène des dizaines de millions de personnes à souffrir de la faim.

Mais la dose de libre-échange qui peut stimuler la production, l'innovation et la productivité n'est pas accordée au secteur primaire. Les soldats du protectionnisme se sont avérés trop forts. Dans les pays riches de l'OCDE, un quart du revenu agricole est subsidié par le contribuable. Il y a ainsi eu pas moins de 187 milliards d'euros de subsides en 2007. A l'inverse, certains pays en voie de développement craignent la concurrence de l'agriculture étrangère productive. Des groupes d'intérêts, de tous les côtés de la table de négociations, ont empêché un accord qui servirait l'intérêt planétaire.

L'échec de Doha nous renvoie à la réalité géopolitique. Des pays émergeant comme la Chine et l'Inde n'apparaissent aujourd'hui plus seulement assertifs, mais aussi décisifs. La formule des accords commerciaux mondiaux, censée rassembler autour d'un consensus les 153 pays membres de l'OMC, semble avoir atteint ses limites. Mais le premier échec de négociations commerciales internationales depuis les années 1930 reflète surtout un malaise grandissant par rapport au

phénomène de globalisation économique.

La globalisation n'est pas une loi de la nature. Elle s'appuie sur des fondements dont certains s'érodent. L'intégration économique mondiale est une conséquence de la disparition de la distance. Mais l'explosion du prix du pétrole rend à nouveau la distance plus chère.

Le capital est le vaisseau de la globalisation. L'émergence des pays à forte croissance s'est faite grâce à la combinaison de leurs mains-d'œuvre et du capital étranger. Mais la crise du crédit nourrit l'insécurité sur les marchés financiers et rend le capital plus cher.

Avant tout, la globalisation s'appuie sur la volonté politique d'abolir le protectionnisme, dans la conviction que le libre-échange améliore, au final, la situation de tout un chacun. Cette volonté a toujours été précaire.

Les inconvénients de la concurrence sont évidents et précis, alors que ses bénéfices sont généraux et diffus.

Une fermeture qui touche 100 familles est remarquée de tous. Une baisse des prix qui profite à tous n'est vue par personne. Le libre-échange a donc un problème de relation publique, qui a par ailleurs empiré.



La globalisation n'est pas une loi de la nature. La communauté internationale restera-t-elle sur la voie d'un ordre juridique global et d'une création commune de richesses ?



Car avec la hausse des prix des carburants et des matières premières, les inconvénients de la globalisation se font ressentir dans chaque portefeuille.

Et c'est dans un tel climat que la rhétorique protectionniste devient rentable.

Je suis inquiet. Des gagnants importants de la globalisation ne figurent pas dans le camp démocratique. Pensez à la Chine, qui fête sa restauration avec une olympiade.

Pékin 2008 deviendra-t-il aussi un évènement charnière de notre histoire économique ? La communauté internationale restera-t-elle sur la voie d'un ordre juridique global avec une création commune de richesses ?

Marc De Vos

Directeur Itinera Institute

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org